

1^{er} tour des élections cantonales de mars 2011 : explications du vote et de l'abstention – Sondage jour du vote

Sondage Harris Interactive pour LCP-Assemblée Nationale, Public Sénat et Le Parisien / Aujourd'hui-en-France

Enquête réalisée en ligne le dimanche 20 mars 2011. Echantillon de 2 057 personnes inscrites sur les listes électorales dans les cantons renouvelables, issues d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé.

A la demande de *LCP-Assemblée Nationale, Public Sénat et du Parisien/Aujourd'hui-en-France*, Harris Interactive a interrogé **un échantillon national représentatif de plus de 2 000 Français inscrits sur les listes électorales des cantons renouvelables**, pour analyser leurs motivations de vote ou les raisons de leur abstention.

Harris Interactive a déployé pour cette étude un dispositif exigeant et innovant : les enquêtés étaient invités à mentionner le code postal de leur lieu d'inscription électorale et, par la suite, à **sélectionner leur canton sur une carte interactive**. Il s'agissait ainsi d'être certain d'interroger les électeurs véritablement invités à être consultés ce dimanche 20 mars. De plus, afin d'être au plus près des électeurs, **l'offre réelle des candidats a été soumise aux enquêtés**. Ainsi, chaque électeur s'est prononcé au regard des différents candidats se présentant dans son canton et les résultats ont été agrégés nationalement.

En préambule, rappelons que c'était **la dernière fois que les Français étaient appelés aux urnes pour élire des conseillers généraux**. Ces derniers exerceront leurs fonctions non pas six ans comme leurs prédécesseurs mais trois ans seulement. En effet, en 2014, avec l'entrée en vigueur de la réforme des collectivités territoriales, les Français éliront, pour les remplacer, des conseillers territoriaux, qui

siègeront à la fois dans les conseils généraux et régionaux. Il s'agissait également de **la dernière consultation des Français au scrutin universel direct avant l'élection présidentielle de 2012**. Et ce vote est susceptible d'influer sur les équilibres politiques à plusieurs niveaux : au niveau local d'abord avec des conseils généraux dont la composition pourrait être sensiblement modifiée, mais aussi – même si cela s'effectue dans une nettement moindre mesure – au niveau national avec les prochaines élections sénatoriales et, en point de mire, la future élection présidentielle. En effet, en septembre, le Sénat sera lui aussi partiellement renouvelé, les nouveaux sénateurs étant désignés par des collèges électoraux formés d'élus, dont les nouveaux conseillers généraux. Or, le Sénat, assemblée dirigée par le centre et la droite depuis la libération, pourrait alors pencher à gauche. Ce basculement marquerait alors sans aucun doute la campagne pour l'élection présidentielle.

On le voit, ces élections cantonales sont porteuses de nombreux enjeux : ont-ils été perçus par les électeurs concernés ? Quel intérêt a été accordé à ces élections ? Quelles sont les thématiques qui ont pesé sur le scrutin ? Quelles sont les raisons fournies par les nombreuses personnes qui ne se sont pas rendues aux urnes ?

Un intérêt mesuré pour les élections cantonales

Un peu plus d'un Français sur deux inscrits dans les cantonales renouvelables (55%) déclarait le jour du vote, ce dimanche 20 mars, être beaucoup (17%) ou assez (38%) intéressé par les élections cantonales. A titre de comparaison, 44% de l'ensemble des Français faisaient preuve d'intérêt pour le scrutin à un mois de l'échéance, dont seulement 12% d'un fort intérêt. Ces proportions étant quasi-identiques qu'ils résident ou non dans un canton renouvelable¹. On le voit, si l'intérêt a crû au fur et à mesure que le scrutin se rapprochait, il reste assez mesuré pour un jour d'élection.

Ce sont les électeurs qui se sont exprimés en faveur d'un candidat Front de Gauche (79%) ou du Parti Socialiste / Divers Gauche (69%) qui ont le plus déclaré être intéressés par ce scrutin, devant les

¹ Les Français et les élections cantonales de mars 2011. Sondage Harris Interactive pour Le Forum pour la Gestion des Villes. Enquête réalisée en ligne le 20 février 2011, c'est-à-dire à un mois précisément du premier tour. Echantillon de 11 350 individus issus de l'access panel Harris Interactive, représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle de l'interviewé et taille d'agglomération.

individus ayant donné leur voix à un candidat UMP / Divers droite (64%) et devant les électeurs d'un candidat Europe Ecologie ou Front National (55% dans les deux cas).

L'âge influe également fortement sur l'attention portée au scrutin : si 67% des 50-64 ans et 74 % des 65 ans et plus déclarent porter de l'attention à ces élections, ce n'est le cas que de 40% des 18-24 ans et 35% des 25-34 ans.

Une prise de décision tardive pour plus d'un tiers des exprimés

Si 44% des électeurs affirment avoir toujours su pour qui ils allaient voter, **10% indiquent s'être décidés le jour du scrutin et 24% il y a seulement quelques jours**. 8% déclarent avoir pris leur décision il y a deux ou trois semaines et 14% il y a plus d'un mois. On trouve une proportion plus forte de personnes ayant pris récemment leur décision au **sein des électeurs d'un candidat écologiste** (18% aujourd'hui et 32% il y a quelques jours), les débats ayant eu lieu récemment en France suite à la catastrophe nucléaire japonaise qui a pu influencer sur les esprits (on relève d'ailleurs que près d'un quart de ces électeurs a tenu compte de cette thématique dans le vote). En revanche, les électeurs d'un candidat socialiste ou de la majorité présidentielle sont plus nombreux à indiquer avoir pris leur décision bien en amont (respectivement 54% et 48% ayant toujours su qu'ils voteraient pour ce candidat). Notons également que 23% des personnes âgées de 25 à 34 ans ainsi que la même proportion des personnes sans préférence partisane s'étant rendues aux urnes se sont décidées le jour du scrutin.

Des élections aux enjeux locaux... mais qui permettent, pour une partie non négligeable des exprimés, d'envoyer un message d'insatisfaction au Président et au gouvernement

Ces élections cantonales sont **perçues par près des deux-tiers des inscrits dans les cantons renouvelables comme des élections à enjeux locaux (64%)** plutôt que nationales (36%). Cela est particulièrement net parmi les électeurs de droite (81%). En revanche, **les électeurs qui ont donné leur voix à un candidat Front National déclarent très majoritairement avoir voté plutôt en fonction d'enjeux nationaux (72%)**.

Percevant peu d'enjeux nationaux, **une majorité d'électeurs déclare avoir voté sans aucun rapport avec un jugement sur l'action de Nicolas Sarkozy et du gouvernement (54%)**. Toutefois, 8% l'ont fait pour faire part de leur soutien à l'égard de Nicolas Sarkozy et du gouvernement, **et 40% à l'inverse pour exprimer leur insatisfaction à l'égard de la politique menée à l'échelle nationale**. Ce sont les exprimés en faveur d'un candidat de Droite qui ont le plus voulu marquer leur soutien au Président et au gouvernement, bien que la proportion reste malgré tout assez faible : 28% (36% parmi les sympathisants UMP). A l'inverse, ce sont les électeurs d'un candidat Front National (57%) ou d'un candidat Front de Gauche (55%) qui ont le plus souhaité faire passer un message d'opposition à la majorité en place, tout comme 50% des électeurs en faveur d'un candidat socialiste ou divers gauche.

L'emploi reste au cœur des préoccupations ; les thématiques « sécurité » et « immigration » apparaissent en bonne position, particulièrement chez les électeurs situés à droite de l'échiquier politique

Interrogés sur les enjeux qui ont le plus pesé dans leur décision de voter pour tel ou tel candidat, les exprimés citent d'abord **l'emploi** (42% ; 49% chez les 18-34 ans et 54% des CSP-) devant **l'éducation et la formation, à égalité avec les inégalités sociales et l'environnement** (32%). Cette importance accordée aux enjeux environnementaux (particulièrement chez les jeunes, 48% des 18-24 ans) et le score des candidats écologistes sont à lire à l'aune du débat relancé ces derniers jours par la catastrophe japonaise sur la politique nucléaire française – citée d'ailleurs en tant que telle par 6% des interviewés. Vient ensuite le pouvoir d'achat (27%).

Notons que **la sécurité** est également citée par plus d'un exprimé sur quatre (26%) comme un des enjeux ayant le plus compté lors de son vote, cette thématique étant particulièrement mise en avant par les électeurs frontistes (69%) mais aussi les électeurs de la majorité présidentielle (39%). **L'immigration** arrive un peu plus loin dans le classement avec 19% de citations, devant **la fiscalité** (18%). La première est particulièrement citée par les électeurs du Front National (76%) quand la seconde arrive en troisième position parmi les thématiques ayant pesé pour les électeurs de l'UMP / Divers droite (29%).

En revanche, la prise en charge des personnes âgées (17%), le logement (16%) ou encore la prise en charge de la jeunesse (15%), bien que faisant partie des domaines de compétences de l'institution départementale, sont relativement peu mis en avant, à droite comme à gauche.

On peut ainsi isoler les motivations principales du vote par électorat :

1. Les électeurs frontistes mettent en avant l'immigration, l'insécurité mais également les dimensions sociales : immigration 76%, sécurité 68%, niveau du pouvoir d'achat 36%, emploi 30% et inégalités sociales 25%,
2. Les électeurs de la droite abordent des dimensions « macro » (économiques et politiques) parlent de l'emploi (40%), la sécurité (39%), la fiscalité (29%), l'économie (27%) et enfin de l'éducation et la formation (27%)
3. Les électeurs de Gauche structurent leurs comportements autour de dimensions sociales : emploi (49%), les inégalités sociales (43%), l'éducation et la formation (40%), le niveau du pouvoir d'achat (31%) et l'environnement (30%)
4. Les personnes ayant accordé leurs suffrages aux écologistes ont voté en pensant, assez logiquement, à l'environnement (79%), mais également à l'éducation et la formation (39%), aux inégalités sociales (34%), à l'emploi (31%), à la santé (31%) et, également, à la politique nucléaire de la France (25%)
5. Emploi (59%), inégalités sociales (55%), éducation et formation (41%) sont au centre des motivations des électeurs du Front de Gauche devant le niveau du pouvoir d'achat (31%), l'environnement et les retraites (26%)

Les abstentionnistes motivent leur décision de ne pas aller voter avant tout par le sentiment que cela ne changerait rien à leur vie quotidienne ou par la volonté d'exprimer ainsi son mécontentement sur la manière dont vont les choses en France

On le sait, ces élections cantonales ont surtout été marquées par une abstention record : 56% des personnes inscrites sur les listes électorales ne se sont pas déplacées aux urnes. En 2004, cette proportion était légèrement supérieure à 36%, mais les élections cantonales étaient alors couplées avec des élections régionales.

Les abstentionnistes interrogés déclarent surtout ne pas avoir voté par **sentiment d'impuissance** : « cela ne changera pas grand-chose à [leur] vie quotidienne » (34% ; 40% des CSP- et 43% des sans préférence partisane), « cela n'aura pas d'impact en France » (15%), ni même sur « la situation dans leur département » (10%). Pour 27%, cela est plutôt pour **exprimer leur mécontentement** sur la manière dont vont les choses en France, auxquels s'ajoutent les 11% qui révèlent ainsi leur

